



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 6 avril 2022
portant prescriptions complémentaires à la société SCCU à Colmar**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.181-45,

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1,

VU la directive européenne n° 2010/75/UE relative aux émissions industrielles,

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110,

VU les arrêtés préfectoraux du 6 avril 1966, du 28 août 1970 et du 16 septembre 1980 autorisant la Sté Colmarienne de Chauffage Urbain à exploiter ses installations,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-123-8 du 3 mai 2010 portant prescriptions complémentaires-à la SOCIETE COLMARIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN (SCCU) relatif à l'exploitation de ses installations de combustion et notamment aux rejets atmosphériques, compte tenu de la mise en exploitation d'une chaudière au bois au lieu et place d'une chaudière au charbon, sur son site de la centrale thermique de la rue de Wilhelm à Colmar, au titre du titre 1er du livre V du code de l'environnement,

VU le dossier de porter à connaissance déposé par la SCCU le 18 août 2021 et complété en dernier lieu le 9 février 2022,

VU le rapport du 4 mars 2022 de l'inspection des installations classées,

Considérant que le dossier de porter à connaissance de la SCCU porte sur le remplaçant des chaudières au fuel lourd par des chaudières au gaz naturel pour ses installations sises rue

Henry Wilhelm à Colmar I,

Considérant que le remplacement de chaudières au fuel par des chaudières au gaz permet de diminuer le nombre de substances rejetées à l'atmosphère,

Considérant que cette modification permet de supprimer le stockage de fioul lourd, que l'élimination de ce stockage réduit l'impact potentiel des installations de combustion sur le sol et le sous-sol, que cette suppression d'activité doit faire l'objet d'une notification au préfet spécifiant les mesures prises notamment pour mettre en sécurité le site conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement,

Considérant que ce projet n'impacte pas le régime de la rubrique ICPE associée à l'activité de combustion et que la puissance totale installée diminue,

Considérant qu'après examen du projet porté à connaissance susvisé, la modification n'est pas substantielle mais qu'il apparaît nécessaire de mettre à jour les prescriptions préfectorales encadrant l'exploitation des installations,

Considérant que la mise à jour des prescriptions concernent ;

- la mise à jour du tableau des rubriques des installations,
- la mise à jour des conditions de surveillance des émissions dans l'air pour les chaudières au gaz naturel (VLE et périodicité),
- la hauteur des cheminées,
- l'interdiction de stocker du fuel lourd sur le site et l'obligation de procéder à la cessation d'activité de cette activité anciennement autorisée,
- la mise en place de mesures de maîtrise des risques décrites dans le dossier de modification permettant de se prémunir d'un risque d'explosion/incendie lié aux nouvelles installations,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les prescriptions complémentaires ci-dessous sont imposées à la SOCIETE COLMARIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN, dont le siège social est situé 16 rue Henry Wilhelm – 68027 COLMAR Cedex, pour l'exploitation de sa centrale thermique située rue Henry Wilhelm – 68000 COLMAR.

Article 2 :

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs suivantes sont modifiées ou supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
arrêté préfectoral n°64240 du 16 septembre 1980	Article 1	remplacé
	Article 4	remplacé
	Article 9	remplacé
	Article 10	remplacé

arrêté préfectoral n°2010-123-8 du 3 mai 2010	Article 3	supprimé
	Article 4	supprimé
	Article 9	supprimé
	Article 10	supprimé

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 64240 du 16 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2010-123-8 du 3 mai 2010 susvisés sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 1 :

La SOCIETE COLMARIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN dont le siège social est situé : 16 rue Henry Wilhelm

– 68027 COLMAR Cedex est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa centrale thermique située rue Henry Wilhelm – 68000 COLMAR.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Installation	Régime
3110 A (*)	Installation de combustion Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Installation de combustion fonctionnant exclusivement au Gaz Naturel et rejetant dans des cheminées regroupées : – Chaudière 1 : 14 MW – Chaudière 2 : 14 MW – Chaudière 3 : 14 MW – Chaudière 4 : 11,6 MW (secours) (**) Installation de combustion fonctionnant au bois rejetant dans une cheminée spécifique : – Chaudière n° 5 de 8 MW seule la biomasse est autorisée en tant que combustible. Puissance totale = 61,6 MW	A
1530-2	Dépôts de bois: - fosse de livraison: 90 m3, - compartiment de stockage: 1330 m3, - fosse d'alimentation de chaudière: 430 m3	Dépôt de 1850 m ³	D
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : (...), gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris)(...) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : inf à n50t	1 réservoir enterré de fioul domestique 8 m ³ pour alimenter le groupe électrogène de secours .(+ 2 m ³ au niveau du groupe)	NC

(*) L'installation est soumise aux prescriptions de l'AM du 03/08/18 (<50 MW) car les installations de combustion bien qu'étant de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 50 MW, elles sont d'une puissance inférieure à 50 MW lorsqu'on retranche les puissances des appareils de puissance inférieure à 15 MW

(**) La chaudière 4 utilisée en secours ne pourra fonctionner plus de 500 h/an. L'exploitant réalise un relevé annuel des heures d'exploitation qu'il laissera à la disposition de l'inspection. »

Article 4 :

Les dispositions de l'article 4 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE de l'arrêté préfectoral n° 64240 du 16 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral n°2010-123-8 du 3 mai 2010 susvisés sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 4 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE :

Article 4.1 - AIR - Principes généraux

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les conduits d'évacuation sont disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité.

Article 4.2 - AIR - Conditions de rejet

Les rejets à l'atmosphère sont collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les émissaires suivants respectent en particulier les conditions suivantes :

Nature de l'installation	Hauteur des cheminées (m)
Installation de combustion comprenant les chaudières n° 1, 2, 3 et 4 dont les cheminées sont regroupées en un même point.	
Chaudière 1	27
Chaudière 2	27
Chaudière 3	27
Chaudière 4	27
Installation de combustion comprenant la chaudière n° 5	27

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est

inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Article 4.3 - AIR – Dépôts - prévention des envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations d'entreposage, manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munis de dispositifs (arrosage, capotage, aspiration) permettant de prévenir les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage.

Les pistes périphériques au stockage et susceptibles d'être utilisées par des véhicules sont convenablement traitées afin de prévenir les envols de poussières.

Les stockages de tous les produits ou déchets solides ont lieu sur des sols étanches (béton, revêtements bitumineux), maintenus en bon état et garantissant l'absence d'infiltration de polluants dans le sol.

Article 4.4 - AIR - Valeurs limites de rejet

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètre cube par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 °K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec rapporté à une teneur en oxygène dans les effluents de :

- 6 % en volume dans le cas de la biomasse,
- 3 % en volume dans le cas des combustibles liquides.

Les valeurs limites d'émission en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

Nature de l'installation	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire kg/h	Flux annuel global t/an (*)
Installation de combustion comprenant les chaudières n°1, 2 et 3 (GN) -(*) débit annuel global des 3 chaudières : 97 020 000 m ³ /an avec ; 16 500 Nm ³ / h (par chaudière) Durée de fonctionnement 1960 h/an	NO _x	60	Par chaudière : Chaud. 1,2,3 : 0,99	Nox : 5,8 CO : 9,7
	CO	100	Par chaudière : Chaud. 1, 2, 3 : 1,65	
Installation de combustion comprenant la	NO _x	100	Par chaudière : 1,25	

chaudière n°4 (secours) Avec ; 12500 Nm ³ /h (chaud.4) Durée de fonctionnement < 500 h/an				
Installation de combustion comprenant la chaudière n°5 - débit maxi: 14 500 m ³ /h - (**) flux calculés sur la base d'un fonctionnement du 15 septembre au 15 avril (3900 h/an)	Paramètres	Concentration mg/Nm³	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/an (**)
	SO ₂	200	2,9	11,3
	NO _x (exprimé en équivalent NO ₂)	375	5,45	21,2
	Poussières	15	0,22	0,85
	CO	150	2,2	8,5
	COV (exprimé en équivalent CH ₄)	30	0,44	1,7
	HAP	0,1	1,45 10 ⁻³	0,0057
	Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et leurs composés	- 0,05 par métal - 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	7,25 10 ⁻⁴ 1,45 10 ⁻³	0,0028 0,0057
	Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As+Se+ Te)	0,01	0,057
	Plomb (Pb) et ses composés	1 (exprimée en Pb)	0,01	0,057
	Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	15 exprimée en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn +Ni+V+Zn)	0,22	0,85
	Dioxine et furane	0,1	0,01	0,0057
	HCl	30	0,44	1,7
	HF	25	0,36	1,4

Article 4.5 - AIR- Contrôle des rejets

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants. Les

mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La mesure des émissions de polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur et notamment celles citées dans l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ou de tout texte ultérieur ayant le même objet.

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisés sont respectées.

Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Nature de l'installation	Paramètres	Périodicité
Installations de combustions comprenant les chaudières n°1,2 et 3 (GN)	Débit	Continu
	Température	Continu
	Pression	Continu
	Vapeur d'eau	Annuelle
	O ₂	Continu
	NO _x	Continu
	CO	Continu
Installations de combustions 4 (GN)	NO _x	1 toutes 500h de fonctionnement
Installation de combustion comprenant la chaudière « bois » n° 5	Débit	Continu
	Température	Continu
	Pression	Continu
	Vapeur d'eau	Annuelle
	O ₂	Continu
	SO ₂	Semestrielle
	Poussières	Continu
	NO _x	Continu
	CO	Continu
	COV	Annuelle
	HAP	
	Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et leurs composés	
	Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	
	Plomb (Pb) et ses composés	
	Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn),	

	manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	
	HCl	
	HF	
	Dioxine/furane	

Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.

Le bilan des mesures est transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Une consigne précise la nature des opérations d'entretien ainsi que les conditions de mise à disposition des consommables et équipements d'usure propres à limiter les anomalies et le cas échéant leur durée.

Le bon fonctionnement des appareils de mesure en continu est vérifié au moins une fois par jour. Les appareils de mesure en continu sont contrôlés au moins une fois par an conformément à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 % ;
- SO₂ : 20 % ;
- NO_x : 20 %

Les valeurs limites d'émission respectent les conditions de validités fixées aux articles 33 , 34 et 35 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des polluants par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées. S'il n'existe pas d'organisme agréé, le choix de l'organisme est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Ces mesures s'effectuent conformément aux normes en vigueur. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Article 4.6 - AIR – Déclarations annuelles :

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation. À ce titre, l'exploitant déclare au préfet, pour chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants. La déclaration intervient avant le 31 mars de l'année n + 1 pour l'année n.

Article 4.7 – AIR - Odeurs

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.

Article 4.8 – AIR – Gaz à effet de serre

L'exploitant se conforme aux prescriptions de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisés. »

Article 5 :

Les dispositions de l'article 9 – INSTALLATIONS DE COMBUSTION de l'arrêté préfectoral n°64240 du 16 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral n°72818 du 15 mars 1983 susvisés sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 9 – INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Article 9.1 - Surveillance des installations :

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise lorsque l'installation répond aux dispositions des textes et normes en vigueur relatifs à l'exploitation sans présence humaine permanente.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

Article 9.2 - Formation du personnel :

L'ensemble des opérateurs doit avoir reçu une formation initiale adaptée.

Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée doit leur être dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.

Article 9.3 - Consignes d'exploitation :

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doit faire l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui doivent être rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les conditions de délivrance des « permis d'intervention » ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité,

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

Article 9.4 - Procédures d'urgence :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence doivent être établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire),

Ces procédures sont régulièrement mises à jour.

Article 9.5 - Entretien – maintenance :

L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants :

- nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, éventuellement, de l'entreprise chargée de l'entretien ;
- caractéristiques du local «combustion», des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ;
- mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et leur température à leur débouché, le traitement des eaux ;
- désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- résultats de la surveillance des rejets atmosphériques, à conserver sur une période d'au moins six ans ;
- grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse à conserver sur une période d'au moins six ans ;
- consommation annuelle de combustible à conserver sur une période d'au moins six ans ;
- engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an, si pertinent ;
- le relevé des heures d'exploitation par an, sur une période d'au moins six ans.
- indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage ;
- indications de toutes les modifications apportées à l'installation, ainsi qu'aux installations connexes, ayant une incidence en matière de sécurité ou d'impact sur l'environnement.

Article 9.6 - Alimentation en combustible :

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une

indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions « ouverte » et « fermée ».

L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux risques présentés. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

En particulier, l'exploitant met en place des vannes de coupures asservies placées à l'extérieur de l'enveloppe chaufferie entre le poste de livraison et le bâtiment chaufferie.

La mesure de pression dans la conduite gaz est réalisée sur l'alimentation du collecteur en aval des électrovannes.

Les capteurs de détection gaz sont installés au droit des brûleurs et au niveau de la ventilation haute.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Article 9.7 – Dispositifs équipant les appareils de combustion :

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article 9.8 – Dispositions constructives :

Les bâtiments abritant les installations sont conçus afin de s'opposer efficacement à un sinistre, et notamment :

9.8.1: Abrogé

9.8.2: la chaufferie « biomasse-bois » est constituée par un bâtiment de structure béton CF degré 2 heures, avec mur CF degré 2 heures, à sol incombustible et étanche, et couverture incombustible CF degré 2 heures munie d'exutoires de fumée à ouverture automatique et manuelle.

Les portes donnant vers l'intérieur et vers l'extérieur sont CF degré 1/2 heure.

Aucune ouverture n'est autorisée dans le mur Sud, vers la rue Wilhelm.

9.8.3: le bâtiment « dépôt de bois »

Le bâtiment sera à sol incombustible et étanche.

Les murs Sud (vers la rue Wilhelm) et Est (vers le portail d'entrée du site) seront CF degré 2 heures sur 5 m de hauteur à compter du niveau du sol, puis en matériaux M0. Aucune ouverture n'est autorisée dans le mur Sud, vers la rue Wilhelm.

Le mur Nord (tourné vers l'intérieur du site) sera CF degré 2 heures sur 4m de hauteur à

compter du niveau du sol, puis en matériaux M0, à l'exception de ventelles d'aération.
Le mur Ouest est constitué du mur CF degré 2 heures mitoyen avec le bâtiment « chaufferie Bois ».

La couverture sera en matériaux M0 (éléments de support et isolant thermique), munie d'exutoires de fumée à ouverture automatique et manuelle.

La porte de communication avec la bâtiment « Chaufferie Bois » sera CF degré 2 heures.
Aucune ouverture n'est autorisée dans le mur Sud, vers la rue Wilhelm.

La hauteur maximale du stockage de bois, sur la zone de stockage, est de 5m (4,5 m en moyenne) ; la quantité maximale entreposée sur cet espace ne devra pas dépasser 1330 m³. L'exploitant doit pouvoir justifier du respect de ces prescriptions ; à cet effet un gabarit de la hauteur maximale autorisée (5m) sera installé sur les murs de proximité de cette zone de stockage.

S'agissant des quantités maximales de bois pouvant être présentes dans la fosse de réception de bois et dans la fosse d'alimentation de la chaudière « biomasse-bois », elles ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

- 90 m³ de bois dans la fosse de réception,
- 430 m³ de bois dans la fosse d'alimentation de la chaudière.

Article 9.9 – Détection incendie- Dispositif d'aspersion :

La zone de dépôt de bois de 1330 m³ sera pourvue d'une installation de détection incendie, avec report d'alarme à la centrale d'alarme, en salle de contrôle et à la personne d'astreinte.

La chaîne d'alimentation en combustible « Bois » (convoyeur d'alimentation, trémie d'alimentation et cône d'alimentation de la chaudière), est équipée d'un système automatique d'aspersion d'eau asservi à la détection de température dans la trémie.

Un clapet Coupe Feu étanche est implanté entre le foyer de la chaudière « biomasse-bois » et le cône d'injection, afin de les isoler entre 2 poussées de combustible-bois. »

Article 6 :

Les dispositions de l'article 10 – DÉPÔT DE LIQUIDES INFLAMMABLES de l'arrêté préfectoral n°64240 du 16 septembre 1980 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le stockage de fuel est interdit sur le site sauf le stockage de fuel domestique utilisé pour l'alimentation du groupe électrogène (cuve enterrée double peau de 10 m³).

Conformément aux articles R512-39-1 et suivants, la cessation d'activité sera notifiée au préfet. »

Article 7 : Frais

Les frais liés aux études, travaux et aménagements exigés par les prescriptions du présent arrêté préfectoral et des textes qui en découlent sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Recours

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Téléréfuge accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 9 : Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Colmar pour y être consultée.

Un extrait de ce même arrêté est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Colmar, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société SCCU.

Fait à Colmar, le 6 avril 2022

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT